



LES PIONNIERS LOCAUX DE L'ANIMATION RADIO AU NORD-CAMEROUN : ENTRE SUBALTERNITÉ ET MOBILITÉ SOCIALE (1958-début des années 2000)

Francis Arsène Fogué Kuaté

Département d'histoire
Université de Buéa-Cameroun
fogue.kuate@ubuea.cm

Résumé : Le présent article s'intéresse à la place et au statut des pionniers locaux de l'activité radiophonique dans l'élaboration et l'évolution du paysage médiatique et de l'espace social nord-camerounais. S'inscrivant dans une perspective d'histoire par le bas, il convoque les théories de la sociologie bourdieusienne et des *subalterns Studies* pour questionner l'émergence et le (re)positionnement social des premiers acteurs médiatiques locaux dans l'espace social du Nord-Cameroun. En tant qu'animateurs de radio chargés de la production d'émissions en langues locales, ces pionniers étaient des cadets professionnels dont l'émergence découlait des mutations induites par la colonisation. Du fait de leur recrutement à Radio-Garoua -la toute première radio implantée dans la région en 1958- ils constituaient une nouvelle catégorie/classe socioprofessionnelle, dans une société partagée entre tradition et modernité. À travers des données empiriques fournies par trois biographies (Ahmadou Abdou, Adam Alhadji et Haoua Siddiki), l'étude révèle que les trajectoires de ces pionniers ont été déterminées par les politiques (néo) coloniales françaises et la perpétuation de l'hégémonie musulmane sous le régime d'Ahmadou Ahidjo (1960- 1982). Ce contexte sociopolitique a rendu leur statut social ambivalent jusqu'à leur retraite survenue au début des années 2000. Nantis du capital culturel que leur conférait leur appartenance à la communauté musulmane, ils ont pu intégrer la société moderne où ils étaient considérés comme des subalternes alors que cette intégration valorisait leur image et leur statut dans la société traditionnelle

Mots clés : Pionniers, médias, Espace social (néo)colonisation française, Hégémonie musulmane, Subalternité, Nord-Cameroun

Abstract: *This article deals with the place and status of radio local pioneers in the making and the evolution of Northern Cameroon's media*

landscape and social space. Drawing from history from below, it uses bourdieusian sociology and subaltern studies theories as entries to question the emergence and the social (re)positioning of the first radio local actors in Northern Cameroon's social space. As radio hosts assigned to the production of programs in local languages, these pioneers were second class professional who emerged in the framework of mutations induced by colonization. Thanks to their recruitment in Radio-Garoua –the first radio implanted in the region in 1958- they constituted a new socio-professional category/class, in a society apportioned between tradition and modernity. Through empirical data provided by three biographies (Ahmadou Abdou, Adam Alhadji and Haoua Siddiki), the study reveals that the trajectories of these pioneers were determined by the French (neo) colonial policies and the perpetuation of Muslim hegemony under Ahmadou Ahidjo's regime (1960-1982). This sociopolitical context contributed in making their social status ambivalent. Benefiting from the cultural capital conferred on them by their belonging to the Muslim community, they integrated the modern society where they were looked upon as subalterns whereas this integration valued their image and status in the traditional society.

Key Words: *Pioneers, Media, Social space, French (neo) colonization, Muslim hegemony, Subalternity, Northern Cameroon.*

Introduction

Longtemps marginalisé par la communauté des historiens qui le tenait pour « anecdotique, subjectif, conservateur sur le plan scientifique et idéologique » (Arambasin 2001 :110) le genre biographique a connu « un retour en grâce », au point de provoquer des mutations profondes en histoire (Coppolani et Rousseau, 2007). D'un « antibiographisme » teinté de « biophobie »¹ on est progressivement passé à une biophilie. C'est ainsi qu'à partir de la fin des années 1990, l'historiographie camerounaise s'est enrichie de plusieurs travaux (Abwa, 1993, 2000 et 2001 ; Bah, 1999 ; Kouosseu et Tchouaké, 2012) qui sont venus baliser le terrain et consacrer la biographie comme genre historique au Cameroun. Dans cette mouvance, le Nord-Cameroun a constitué un foyer de production de biographies à travers le département d'histoire de l'Université de Ngaoundéré et

¹ Nous empruntons les concepts « antibiographisme » et de « biophobie » à M. Boyer-Weinmann, 2005, *La relation biographique : Enjeux contemporains*, Seyssel, Editions

le programme Ngaoundéré-Anthropos², qui ont servi de cadre et de plate-forme au développement d'études des acteurs de l'histoire de cette région (Nizésété et Taguem, 2010). Cependant, force est de constater que ce regain d'intérêt pour le genre biographique a suivi un créneau particulier en s'intéressant prioritairement aux personnages politiques déjà « historicisées comme grandes figures »³. Les personnes ayant marqué d'autres aspects de la vie sociale ont été délaissées ainsi que « les petites gens » qui « disposent d'une certaine notoriété mais qui demeurent dans l'ombre d'autres personnages [...] » (Bayon, 2006). C'est ainsi que les premiers animateurs radio qui étaient des cadets professionnels et des acteurs intermédiaires, n'ont jamais suscité un intérêt scientifique. Pourtant, leur étude en tant que corps de métier offre des grilles d'analyse nouvelles dans la compréhension des mutations induites par la colonisation au Nord-Cameroun. C'est la raison pour laquelle cette étude a choisi de s'intéresser aux pionniers locaux de l'activité médiatique au Nord-Cameroun, dans l'optique, notamment, de les positionner dans la dynamique de l'espace social définit comme un « espace multidimensionnel de positions » ; une construction spontanée des agents qui concourt à la création des classes à travers la distribution d'une espèce particulière de capital (Bourdieu, 1980 ; Lenoir, 2004 :395).

Le concept de pionnier désigne une triple réalité qui renvoie à l'idée de devancier comme l'indiquent différents dictionnaires de la langue française. À l'origine, les pionniers étaient des soldats qui précédaient les troupes afin de créer les conditions pour leur déploiement. De ce sens premier, découle un sens figuré qui considère le pionnier comme une personne qui se lance parmi les premiers dans une entreprise nouvelle et ouvre la voie à d'autres. Ce sens figuré a permis l'émergence d'une troisième approche définitionnelle qui associe le pionnier à un colon. C'est ainsi qu'en Amérique coloniale le concept de « front pionnier » a désigné un processus d'appropriation de nouveaux territoires (de Sartre, 2006 ; Demangeon, 1932). Tout en se désolidarisant de cette dernière approche, la présente réflexion considère les pionniers comme des personnes qui ont un rôle de précurseurs. Il s'agit de personnes originaires du Nord-Cameroun, qui ont été les premières à être impliquées dans l'activité médiatique dans cette région.⁴

² Il s'agissait d'un programme de recherche établi dans le cadre d'un partenariat entre l'Université de Ngaoundéré (Cameroun) et l'Université de Tromsø (Norvège).

³ Nous empruntons ces mots à Bayon, 2006, p.18.

⁴ Étant donné que l'univers médiatique de cette région a été inauguré par l'administration coloniale française à travers la création de Radio-Garoua en 1958, l'attribut « locaux » a été accolé au nom pionnier dans l'optique d'exclure ces Français –qui sont également des pionniers. Les

Théoriquement, l'étude adopte une posture postmoderne en procédant à une histoire par le bas (*history from below*) tel que préconisé par Edward P. Thompson (1991). Elle s'intéresse spécifiquement aux acteurs d'en bas c'est-à-dire, ceux qui n'ont aucun pouvoir de décision : les subalternes. Initialement conceptualisé en Italie par Antonio Gramsci dans un sens métaphorique pour désigner les groupes sociaux assujettis ou subordonnés à l'hégémonie de la classe dirigeante (Loual, 2012 :5), le concept de subalterne a été vulgarisé dans des contextes postcoloniaux précisément en Asie du Sud à travers la création du *subaltern studies group* dans les années 1980 par l'historien Ranajit Guha. Ce dernier étend l'idée de subalternité à un large éventail de situations de rapport de force, en définissant le concept de subalterne comme : « *a name for the general attribute of subordination in South Asian Society whether this is expressed in terms of class, caste, age, gender and office or in any other way* » (Guha, 1982). Dans le cadre de cette étude, la subalternité des acteurs étudiés se rapporte à leur statut de cadets professionnels et découle de leur subordination à l'autorité politico-administrative représentée par le politique (administration coloniale et postcoloniale) et les responsables des structures médiatiques. Cette subalternité, qui a la société comme lieu d'expression, plonge la réflexion dans les arcanes de la théorie bourdieusienne de l'espace social. Laquelle théorie disqualifie les préceptes marxistes qui considèrent que la structuration de la société est essentiellement fondée sur les processus de production économique. Elle rejoint ainsi la philosophie wébérienne et met l'accent sur le rôle des ressources culturelles dans la position de l'agent social (Bourdieu, 1979). Ces ressources culturelles, qui participent de ce que Bourdieu appelle *habitus*, ont déterminé la sociologie des premiers animateurs radiophoniques natifs du Nord-Cameroun.⁵

Il est donc question d'explorer les biographies de certains de ces acteurs de seconde zone dans la perspective d'analyser leur contribution à la dynamique du Nord-Cameroun à travers leur positionnement dans le renforcement de la dictature ethno-religieuse des Islamo-Peuls et l'orchestration des ambitions (néo) coloniales de la France. Quelle est la sociologie des pionniers locaux du champ médiatique nord-camerounais ? Dans quel contexte ont-ils émergé et quels ont été leurs trajectoires et statut dans l'espace social nord-camerounais de 1958 -qui

pionniers locaux de l'histoire médiatique du Nord-Cameroun sont donc les personnes originaires de cette région qui ont été les premières à y participer à l'activité médiatique.

⁵ La dernière partie de l'analyse revient plus en détail sur ces notions issues de la sociologie bourdieusienne.

correspond à la création de Radio-Garoua⁶ et au recrutement du tout premier animateur local- au début des années 2000 -qui marque le départ à la retraite de ces premiers animateurs radio.

Cela revient à inscrire ces acteurs dans le socle sociétal et la dynamique historique du Nord-Cameroun en interrogeant les facteurs qui ont présidé à leur émergence et les conséquences de leur existence dans un contexte caractérisé par la domination des musulmans sur les non-musulmans communément appelés Kirdi et le transfert, sur fond de velléités néocoloniales, des compétences entre l'administration coloniale et les nationaux. Pour ce faire, l'étude s'élabore autour de trois pionniers locaux de l'activité médiatique au Nord-Cameroun. Il s'agit d'Ahmadou Abdou, Adam Alhadji et Haoua Siddiki auprès de qui des données orales ont été collectées relativement à leur parcours scolaire ainsi qu'à leur carrière professionnelle. Ainsi, l'analyse propose, d'entrée de jeu, des éléments de biographie de ces trois pionniers. Par la suite elle présente le contexte de leur émergence avant de questionner leur position dans l'espace social du Nord-Cameroun.

Trajectoires sociales de la première génération des animateurs radio du Nord-Cameroun : le trio Ahmadou Abdou, Alhadji Adamou et Haoua Siddiki

La sociologie bourdieusienne définit la trajectoire sociale comme l'ensemble des registres de l'identité d'un individu. C'est la totalité des positions occupées par un individu dans son parcours de vie. Loin d'être une donnée statique, cette identité est un construit qui s'élabore en fonction des éléments caractéristiques du milieu et du temps social qui la structure. La trajectoire se contexture ainsi par « des déplacements au sein d'espaces sociaux tout au long d'une biographie (...) » (Dubar et Nicourd, 2017). L'idée ici est donc de présenter les parcours des premiers acteurs médiatiques locaux du Nord-Cameroun. Cette présentation offre des éléments d'analyse de la mobilité sociale de ces acteurs ici représentés par le trio Ahmadou Abdou Babba, Alhadji Adamou et Haoua Siddiki qui présentent chacun une particularité qui a justifié leur choix. Le premier est le

⁶ Au moment de sa création en 1958, Radio-Garoua faisait figure de pionnière dans l'univers médiatique du Nord-Cameroun qui subissait dès lors un double monopole : le monopole de la radiodiffusion qui était elle-même monopolisée par le pouvoir politique d'abord représenté par l'administration coloniale et ensuite les régimes post coloniaux. Radio-Garoua a été l'illustration et l'instrument de ce monopole jusqu'à la création de deux nouvelles radios étatiques dans les villes de Ngaoundéré et Maroua en 1984.

tout premier natif du Nord-Cameroun ayant pratiqué le métier d'animateur radiophonique. Le second détient le record de longévité dans l'animation radiophonique au Nord-Cameroun, tandis que Haoua Siddiki appartient à la catégorie de pionniers du fait de son appartenance au genre féminin.

Ahmadou Abdou : le tout premier animateur natif du Nord-Cameroun

Fils unique d'Abdou (plus connu sous le nom de caporal) et de Aissatou, Ahmadou Abdou débute son parcours scolaire en 1944 à Mokolo alors qu'il a 8 ans. Deux années plus tard –en 1946- il se déplace pour Garoua où il poursuit ses études jusqu'au Cours Moyen II. Il y obtient son certificat d'études primaires en 1952. Six années plus tard, il y est recruté à Radio-Garoua par le Français Guy Breton qui en était le premier directeur. Le recrutement d'Ahmadou Abdou Baba se fit à travers une simple demande adressée à Guy Breton. Cependant, tout porte à penser qu'il aurait bénéficié de son rapprochement avec Ousmane Mey –le futur gouverneur de la région du Nord- qu'il connaissait à travers Bello Malgana –le futur premier directeur Camerounais de Radio-Garoua- pour prendre connaissance des besoins de la radio en personnel.



Ahmadou Abdou Babba (1936-)

©Francis A. Fogué Kuaté

Avant d'entamer son parcours d'animateur radio, Ahmadou Abdou Babba a travaillé comme agent commercial en 1953, puis transporteur entre 1954 et 1955. En 1956, il est recruté comme agent recenseur à la Mairie de Garoua. C'est exactement le 30 janvier 1958 qu'il intègre Radio-Garoua d'abord en qualité de secrétaire, ensuite comme régisseur, avant de se voir confier l'animation des programmes en langues fulfulde et Haoussa. Il devient ainsi responsable des programmes en langues nationales.

Par ailleurs, en 1969, il obtient un contrat de travail lui donnant le statut de contractuel d'administration. Cela lui permet d'inaugurer une longue carrière administrative qui justifiera d'ailleurs son départ de Radio-Garoua. En 1979, il devient chef de bureau des affaires financières à la délégation de l'information, en continuant à travailler pour la radio qu'il quitte définitivement en 1981. Entre 1981 et 1986, il occupe la fonction de chef du centre provincial de la culture du Nord. En 1989, il se voit confier la charge du bureau du Musée provincial. Charge qu'il assume jusqu'à son départ à la retraite en 1993. Il aura ainsi passé 23 années de sa vie professionnelle (1958 à 1981) dans l'animation radiophonique. Cela représente 12 années de moins que la carrière de son confrère Adam Alhadji.

Adam Alhadji : le record de longévité comme animateur au Nord-Cameroun

En ce qui concerne Adam Alhadji plus connu sous le nom d'Adamou Alhadji devenu « son nom d'artiste », il est né à Garoua en 1938. Son père s'appelait Alhadji Hamadou et sa mère était connue sous le nom de Dia. Adam Alhadji n'a pas la chance de véritablement connaître son père car celui-ci décède en 1944 alors qu'il n'a que 6 ans. Le décès de son père a par la suite compromis son évolution, notamment d'un point de vue de son suivi scolaire. À 12 ans, il intègre l'école principale de Garoua. Quatre ans plus tard, alors qu'il est âgé de 16 ans, il connaît des problèmes de santé qui l'obligent à arrêter ses études en classe de cours moyen un. Après sa guérison, il décide de reprendre ses études dans l'optique d'obtenir son certificat. Mais ce souhait ne fut pas réalisé car Adam Alhadji rate son certificat et décide d'arrêter définitivement ses études.

Suite à sa déconvenue avec l'école, Adam Alhadji décide de se convertir à la pratique du commerce. Son choix se porte sur le cola qui d'après lui semblait avoir du succès sur les places commerciales de l'époque. C'est ainsi qu'il s'investit dans l'importation du cola à Garoua. En 1963, il prend connaissance d'un communiqué radio relatif au recrutement d'un animateur en langue fulfulde. C'est ainsi qu'il décide de « tenter sa chance » en participant à la sélection. Son intérêt pour cette sélection était sous tendue par son « amour pour la radio qui

commence très jeune ».⁷ En effet, lorsqu'il était élève, Adam Alhadji avait l'habitude de participer à des jeux radiophoniques en langue haoussa organisés par la BBC⁸ et il avait également un intérêt pour les programmes en langues fulfulde de Radio Fort-Lamy⁹. Ce contact avec la radio a suscité en lui une vocation que cette sélection lui permettait de concrétiser.



Adam Alhadji (1938-2016)

©Francis A. Fogué Kuaté

Le 14 septembre 1963, Adam Alhadji est recruté à titre temporaire comme animateur en fulfulde. Ce statut de temporaire changea en 1980 quand il est promu animateur et traducteur à temps plein. En plus de la production de quelques

⁷ Adam Alhadji, entretien du 24 septembre 2008 à Garoua.

⁸ Avant la création de Radio-Garoua les populations du Nord-Cameroun écoutaient les programmes des radios étrangères au nombre desquelles la BBC qui en 1932 créa un service spécialisé dans la radiodiffusion à l'endroit de ses colonies. Ce service fut baptisé « *l'Empire Service* ». Ce service animait des programmes en langues africaines telles que le haoussa, le swahili et le somali.

⁹ Il faut préciser qu'à leur début, la plupart des radios avaient un service de liaison chargé des relations avec le public et les auditeurs. C'est par l'entremise de ce service que les auditeurs échangeaient des courriers avec la radio et participaient aux différents programmes tels que les jeux radiophoniques.

émissions culturelles, son rôle consistait principalement à traduire les informations du français vers le fulfulde. Dans le même temps, il est désigné chef de programmes en langues nationales en remplacement d'Ahmadou Abdou. En 1991, il est sélectionné pour participer à un stage de perfectionnement organisé conjointement par le Centre de Formation Professionnel de l'Audiovisuel (CFPA)¹⁰ et la coopération allemande (la GTZ).¹¹ Le stage qui se déroula du 11 novembre au 6 décembre 1991 porta sur le traitement des informations et la production des émissions radiophoniques en langues locales. Ainsi, ce n'est qu'un quart de siècle après son recrutement qu'Adam Alhadji a participé à un stage visant à lui apprendre le métier pour lequel il avait été recruté. En 1999, il prend sa retraite et quitte Radio-Garoua où il aura travaillé pendant près de 35 ans avec Haoua Siddiki comme collaboratrice pour l'animation des programmes en fulfulde.

Haoua Siddiki : l'une des premières voix féminines à la radio

Haoua Siddiki est l'une des rares femmes de la première génération des animateurs radiophoniques au Nord-Cameroun. Elle a rejoint Adjoumi Aissatou qui était la principale pionnière féminine de Radio-Garoua. En plus du fait qu'il n'a pas été possible d'obtenir des informations précises sur elle et son passage à Radio-Garoua¹², Adjoumi Aissatou est arrivée dans cette radio après que le terrain de l'animation en langue locale avait déjà été balisé par Ahmadou Abdou et Alhadji Adamou. Cela revient à dire que l'intégration de Haoua Siddiki dans la catégorie des pionniers de l'activité médiatique au Nord-Cameroun ne s'appuie pas sur des paramètres chronologico-temporels comme cela a été le cas avec Ahmadou Abdou et Adamou Alhadji. Elle découle plutôt d'éléments relatifs au genre. Bien que son recrutement ait été antérieur à celui des acteurs précédents,

¹⁰ Créée en 1983, le CFPA est devenu une unité de formation pour le personnel de technico-artistique de l'Office nationale de radiodiffusion dénommée la *Cameroun Radio Television* (CRTV) elle-même créée en 1987.

¹¹ Vingt-et-deux animateurs en langues nationales prirent part à ce stage à raison de deux participants par stations provinciales de la CRTV. C'est ainsi que la délégation de Garoua était constituée de Adam Alhadji et Pabimi Gabriel. La formation était assurée par des expatriés de la coopération allemande. La contribution du Centre de Formation des Professionnels de l'Audiovisuel (CFPA) n'était que logistique.

¹² Elle était décédée au moment de notre enquête et nos informateurs semblaient ne rien savoir de sa famille. A cela s'est ajouté le défaut d'archivages des documents administratifs de Radio-Garoua. Lesquels documents auraient pu délivrer plus d'information sur cette animatrice.

Haoua Siddiki fait partie de la catégorie des pionniers de par son statut de femme et sa jeunesse (17ans) au moment de son recrutement.

Haoua Siddiki est née le 8 juin 1962 à Garoua, c'est-à-dire, quatre ans après la création de Radio-Garoua. Elle suit des études primaires qui lui permettent d'obtenir son Certificat d'Études Primaires et Élémentaires (CEPE) en 1974 et son BEPC en 1978. Elle appartient ainsi à la minorité des filles musulmanes scolarisées au Nord-Cameroun. Toutefois, elle va être rattrapée par les normes sociales en vigueur dans la société peule où les jeunes filles allaient en mariage dans leur adolescence. C'est ainsi qu'à l'âge de 17ans (en 1979) elle épouse Adamou Djingui, qui était Chef de service administratif et financier de la délégation du ministère de la culture. Ce mariage lui ouvrit les portes de Radio-Garoua –qui dépendait dudit ministère- où elle est recrutée la même année comme standardiste. Son recrutement n'avait fait suite à aucun appel à candidatures et encore moins à aucune demande formelle. Il participait du népotisme, en ce sens qu'il était le fruit d'une relation d'amitié entre son époux et Bello Malgana, le directeur de la radio qui était par ailleurs délégué de la culture.



Haoua Siddiki (1962-)

©Francis A. Fogué Kuaté

Après son recrutement comme standardiste, Haoua Siddiki a cumulé les charges de disothécaire et de documentaliste. En 1986, elle est envoyée à

Yaoundé pour suivre un stage de perfectionnement en documentation. En 1992, elle devient animatrice de programmes en français et en fulfulde. Son ascension dans la hiérarchie radiophonique se poursuit en 1994 lorsqu'elle passe de simple animatrice à productrice de programmes à caractère socio-éducatif. Cette ascension impacte positivement sa réputation en lui permettant de collaborer avec les services administratifs et les organisations non gouvernementales. En 1994, le ministère de l'éducation nationale et l'Unicef l'invite à participer à un séminaire de formation des formateurs sur la prévention du VIH/SIDA en milieu scolaire. En 1997, elle prend part à un séminaire de formation sur les droits de l'enfant. Le séminaire est organisé à Douala par le ministère des affaires sociales. En 2000, elle est cooptée par le Programme Alimentaire Mondial (PAM) pour participer à une tournée de sensibilisation et d'éducation des femmes dans les trois provinces septentrionales du Cameroun.

Ces trois itinéraires biographiques permettent de constater que la première génération d'acteurs médiatiques locaux était constituée d'hommes et de femmes scolarisés dont le contact avec l'activité médiatique s'est opéré à travers des processus et des procédures différenciés. Aussi, ont-ils un capital culturel semblable basé sur la même langue (le fulfulde) et la même religion (l'Islam). À cela s'ajoute le fait qu'ils ont tous travaillé pour Radio-Garoua qui a été la toute première structure médiatique implantée au Nord-Cameroun. Pour ainsi dire, ces pionniers ont une identité commune résultant du contexte sociopolitique et culturel duquel ils ont émergé.

Contexte d'émergence des pionniers locaux de l'animation radiophonique au Nord-Cameroun

Toute trajectoire sociale procède d'un contexte qui en détermine la nature et l'orientation. C'est le contexte qui produit et offre les formes de capital (social, économique et symbolique) dont l'acteur social a besoin pour son positionnement dans une catégorie sociale et même pour sa mobilité sociale. Ainsi, après avoir présenté les trajectoires individuelles des trois pionniers de l'animation radiophonique au Nord-Cameroun, il est maintenant question de décrire le contexte dans lequel leur catégorie socioprofessionnelle a éclos. L'idée de contexte ici se réfère à l'espace social que Bourdieu (1984) conçoit comme « un espace multidimensionnel de positions tel que toute position actuelle peut être définie en fonction d'un système multidimensionnel de coordonnées dont les valeurs correspondent aux valeurs des différentes variables pertinentes » (p.3). La tâche consiste donc à élucider les caractéristiques de cet espace afin de voir dans

quelle mesure il a déterminé l'éclosion d'animateurs radiophoniques locaux comme une nouvelle classe socioprofessionnelle. D'un point de vue chronologique, ce contexte correspond à la période allant de la fin des années 1950 à la fin des années 1970. Période au cours de laquelle, l'espace social du Nord-Cameroun a été marqué par les activités coloniales et néocoloniales de la France et l'influence musulmane.

Le sceaun des politiques coloniales et néocoloniales françaises dans l'espace social du Nord-Cameroun

L'émergence des pionniers locaux de l'activité médiatique au Nord-Cameroun est consubstantielle de la création de Radio-Garoua en 1958 par l'administration coloniale française en vue de renforcer sa politique musulmane au Nord-Cameroun (Fogué, 2017:87-94). Cette politique, que Taguem Fah (1996) décrit comme « un mode d'administration particulièrement destinée aux populations dont l'Islam est la religion » (p.19) et qui avait été implémentée dès l'arrivée des Français en 1916 (Abwa, 1994), a connu une évolution notable au cours des années 1950 en passant d'une phase de collaboration avec les leaders politiques traditionnels musulmans (les Lamibé) à une phase de contrôle de la communauté musulmane. Il fallait tenir cette dernière à l'écart : du combat nationaliste menée par l'Union des Populations du Cameroun (Upc) dans la partie sud du pays, du renouveau islamique impulsé depuis le Moyen Orient ainsi que du discours anticolonial et panarabe diffusé par des médias étrangers à connotation islamique à l'instar de la Voix de Arabes (en Égypte) et Radio Kaduna (au Nigéria voisin). La mise sur pied de Radio-Garoua faisait ainsi suite à la création au niveau de la Radiodiffusion Télévision Française (RTF) d'un service international qui, dans les années 1950, produisait des programmes en arabe et en kabyle en vue de « contrecarrer le nationalisme panarabe et panafricain par la voix des Arabes établie au Caire par Nasser en 1953 » (Soleil-Frère, 2016 :69). C'est dans ce contexte que l'administration coloniale française décida de doter le Cameroun d'une troisième radio après Radio Douala créée en 1941 et Radio Yaoundé établie en 1954-55. Ces deux premières radios avaient respectivement pour missions d'informer les Français du Cameroun sur le déroulement de la Deuxième Guerre Mondiale qui s'acheva en 1945 et permettre de mobiliser les populations contre la lutte upéciste en cours dans le Sud du pays depuis 1948. Si la création des radios de Douala et de Yaoundé rentrait dans l'ordre des choses étant donné que les Français, « convaincus que la radio était un instrument de politique gouvernementale [...] implantèrent des stations de radiodiffusion dans

toutes les capitales de leurs colonies » (Ibid : 68-69), il demeure que celle de Radio-Garoua était une curiosité en ce sens que la ville de Garoua n'était pas une capitale et aucun autre territoire du pré-carré français n'avait été doté d'un nombre aussi élevé de radios.

À la réalité, la création de Radio-Garoua procédait d'enjeux stratégiques en relation avec la politique coloniale de la France (Fogué, 2017). Elle traduisait par ailleurs l'importance de ces enjeux qui étaient relatifs à l'entrave de mouvement nationaliste au Nord-Cameroun et la mise en œuvre de la politique musulmane de la France. Il fallait offrir aux populations du Nord-Cameroun des contenus médiatiques à travers lesquels ils s'identifieraient directement avec pour objectif ultime de détourner leur attention des actions de l'Upc qui étaient nourries par une presse nationaliste ainsi que des programmes radios étrangères. Cela illustre parfaitement l'idée selon laquelle les « stations de radio, installées sous la houlette du colonisateur, constituaient avant tout des instruments de mobilisation des populations citadines en faveur de la 'mère patrie' » (Soleil-Frère, 2005 :6). Le recrutement des premiers animateurs radiophoniques du Nord-Cameroun s'inscrivait en droite ligne avec cet effort de mobilisation.

Par ailleurs, au-delà du rôle stratégique que l'administration coloniale lui avait assigné, Radio-Garoua était un indicateur de la volonté des Français à préserver leurs acquis et à se maintenir au Nord-Cameroun. Elle fut en effet créée un an après l'accession du Cameroun à l'autonomie interne (1957) qui supposait le transfert des compétences politico-administratives aux populations locales. Autrement dit, les Français créèrent Radio-Garoua alors même qu'ils étaient supposés se préparer à quitter le territoire camerounais. Cela n'a cependant rien de bien surprenant quand on considère les ambitions néocoloniales qui ont animé la métropole après les indépendances et qui s'exprimèrent également à travers les médias au vue de leur caractère stratégique dans les politiques gouvernementales et la gestion du pouvoir. Ils permirent à la France d'implémenter leur politique néocoloniale dans une perspective de *soft power* (Fogué, 2016). L'indépendance survenue en 1960, n'apporta donc aucun grand changement au niveau du personnel de Radio-Garoua dont la direction fut assurée par les Français jusqu'en 1964.

En dépit des multiples manœuvres entreprises par l'administration coloniale française en vue de maintenir son contrôle sur les médias camerounais après les indépendances (Fogué et Djouldé, 2013 ; Fogué 2016), il reste tout de même qu'elle sollicita très tôt la contribution des populations locales dans leur fonctionnement. Cette sollicitation s'imposait de fait pour deux raisons

principales: *primo*, l'administration coloniale ne disposait pas d'un personnel (européen) suffisant pouvant assurer en permanence le fonctionnement des stations de radio. *Deuxio*, la contrainte que constituait l'emploi des langues locales dans la production des programmes, en raison de l'inaccessibilité du français à une bonne partie du tissu social, imposait le recours à un personnel local. Il fallait donc s'appuyer sur les natifs du terroir pour l'animation des programmes en langues locales. Ce sont ces deux paramètres qui ont déterminé le recrutement et la mise à contribution des nationaux dans le fonctionnement de la première radio en activité au Nord-Cameroun à partir de la fin de la période coloniale française. Au regard des objectifs qu'elle voulait atteindre à travers la radio, l'administration coloniale privilégia exclusivement les langues des communautés musulmanes. Ce faisant, elle apporta un soutien médiatique au renforcement du prestige et de l'hégémonie des populations musulmanes sur les populations non-musulmanes.

L'influence musulmane comme déterminant de l'émergence des animateurs radios locaux au Nord-Cameroun

Le triptyque biographique sur lequel repose cette réflexion permet de constater que les pionniers de l'animation en langue locale au Nord-Cameroun étaient essentiellement des musulmans. Ce constat est renforcé par les travaux de Gaëtan Tremblay (1974) qui relève que «Les animateurs en langues vernaculaires manifestent une grande homogénéité d'origine ethnique et d'appartenance religieuse [...] Tous sont musulmans » (p.582). D'un point de vue sociologique, ils appartenaient au groupe dit des Islamo-peuls qui, au Nord-Cameroun, regroupe les populations peules ou foubés et les autres ethnies ayant été converties à l'Islam. Cette religion, qui constitue en effet le principal dénominateur commun et le lien unificateur de ces groupes, a été au cœur de la dynamique de l'espace social nord-camerounais dès le *Jihad* (guerre/conquête menée au nom de l'Islam) lancé au XIX^{ème} siècle par Ousman Dan Fodio -alors Calife de Sokoto- et orchestré au Nord-Cameroun par les Peul sous la conduite de Moddibo Adama. Le prosélytisme religieux était la prétention officiellement dévolue à ce Jihad. Mais dans les faits, il s'était plus agit d'une « colonisation » visant, pour les Peul, à établir une domination politico-militaire leur garantissant le contrôle d'un espace vital favorable à la pratique de l'élevage bovin qui constituait leur principale activité économique. Les Peul ont donc tiré parti du Jihad pour imposer leur hégémonie politique –à travers la création d'entités politiques traditionnelles

dénommées lamidats- mais aussi culturelle -notamment à travers leur langue le fulfulde - sur les populations de cette région.

D'un point de vue socioculturel, la conquête peule a conduit à la fragmentation de l'espace social nord-camerounais en deux composantes socio-ethniques : d'une part les Islamo-peuls dont sont issus les pionniers locaux de l'animation radiophonique. Et d'autre part, les groupes ethniques qui se sont opposés à la conquête peule rejetant *de facto* la religion musulmane. Ces groupes, qui sont numériquement largement supérieur aux Islamo-peuls constituent le grand ensemble connu sous le terme générique de Kirdi qui signifie non-croyant. Du fait de leur résistance aux Peul, les Kirdi ont été les parents pauvres de la dynamique politique du Nord-Cameroun. Ils ont été confinés au statut de cadets sociaux par les Peul dont la forte organisation politique a permis qu'ils s'imposent comme les principaux interlocuteurs des administrations coloniales allemandes et françaises. En effet, pendant la période coloniale l'assise politique des Lamibé et leur force militaire ont contraint les colons à les associer dans la gestion et l'administration du Nord-Cameroun. Cette option de collaboration appliquée au Nord-Cameroun a été observée dans la plupart des sociétés africaines où l'Islam était présent, ceci au regard de l'influence de leaders musulmans (Haafkens, 1995). Cela a été par exemple le cas au Nigéria où le colonisateur britannique « s'est appuyé sur l'establishment musulman pour administrer à moindre coût l'immense région du Nord. Ce faisant, il a conforté le pouvoir de la noblesse haoussa-peule (...) » (Perousse de Montilos, 2013 :137). Les colons ont adopté cette démarche à valeur pragmatique en optant pour une collaboration et une domination subtiles afin d'éviter une «confrontation armée avec la puissante organisation militaire foubé » (Socpa, 1999 :68). Thierno Bah et Taguem Fah (1993) indiquent que cette approche subtile « était essentiellement faite d'influence, de 'sympathie' et de 'générosité' ». Ainsi, afin de gagner la loyauté de l'aristocratie musulmane, les Français ont élaboré une politique de rapprochement consistant à sécuriser l'autorité des Lamibé balisant par ricochet la voie à une pérennisation des rivalités politico-religieuses locales après les indépendances. Ce faisant, l'administration coloniale contribua à renforcer la domination des Islamo-peul sur les Kirdi. Les premiers avaient l'exclusivité du capital symbolique (le pouvoir politique) nécessaire à la production des « choses sociales » tel que les groupes et la position sociale (Bourdieu, 1984a :12).

Après l'indépendance du Cameroun survenue en 1960 et le départ factice des Français, l'influence des Islamo-peul sur les Kirdi fut renforcée. Elle bénéficia du coup du destin à travers la désignation d'un musulman comme

premier Président de l'État du Cameroun. Il s'agit du d'Aхмаdou Ahidjo qui était originaire de la ville de Garoua qui était la capitale du Nord-Cameroun et où était située Radio-Garoua. Son règne dura de 1960 à 1982. Mais avant cela, il avait occupé le poste de Premier Ministre de 1958 à 1960. Dans un environnement sociopolitique d'obédience néopatrimonial et marqué par le népotisme, l'influence de l'ethnie (Burnham, 1991 ; Bah, 1993 et Socpa, 1999,) ainsi que le diktat du religieux (Islam), l'accession d'un musulman au sommet de l'appareil étatique ne pouvait que sustenter les ambitions hégémoniques des musulmans en général et des Foulbé en particulier au Nord-Cameroun alors considéré comme le fief de l'Islam camerounais.

Avant sa désignation comme Chef de l'État, Ahmadou Ahidjo avait déjà entrepris des initiatives allant dans le sens de promouvoir l'Islam et les valeurs culturelles musulmanes au Nord-Cameroun. Son idéologie politique, dans cette région, était de réaliser une entité homogène fondée sur l'unité politique autour de l'Islam qui constituait le principal levier de son action politique. En 1947 déjà, Ahmadou Ahidjo était leader des parlementaires du Nord-Cameroun dont le groupe dénommé Union Camerounaise (UC) s'était donné pour mission d'assurer le progrès économique et social des régions islamisées», en contribuant à la construction de mosquées et la rémunération des marabouts animateurs des écoles coraniques (Bah et Taguem, 1993 :121-122). Après son accession à la tête de l'État, l'Islam devint le principal critère de choix et de promotion dans l'appareil administratif du Nord-Cameroun (Schilder, 1991). Les musulmans étaient donc favorisés dans les recrutements, les nominations et les promotions professionnelles. Les Kirdi bénéficiaient ainsi d'une portion congrue représentée par quelques postes de seconde zone et sans enjeux. Sur les huit animateurs que comptait Radio-Garoua au début des années 1970, six étaient musulmans, dont 5 animateurs en langues locales et un Peul affecté aux programmes en français avec les deux seuls animateurs non-Musulmans. Bien qu'il n'ait pas été possible d'avoir les noms exacts de ces derniers, Gaëtan Tremblay (1974) permet de savoir que l'un était protestant d'origine Mambila et l'autre catholique de l'ethnie Laka (p.582)¹³. Les animateurs Kirdi firent leur apparition dans la deuxième moitié des années 1960. Ils étaient des agents administratifs détachés à la radio par l'inspection fédérale du Nord (ibid). À première vue, leur appartenance au christianisme peut laisser penser que leur recrutement traduisait un souci

¹³ Le fait que Ahmadou Abdou et Adam Alhadji ont indiqué ne plus se rappeler des noms de ces deux animateurs Kirdi sous le prétexte qu'ils n'avaient pas mis long à la radio amène à envisager les rapports qui existaient entre animateurs musulmans et non-musulmans sous le prisme de la distanciation sociale.

d'inclusion et de prise en compte des composantes religieuses présentent au Nord-Cameroun. Cependant, cette hypothèse est très vite invalidée car au cours de cette période, Radio-Garoua ne diffusait que des programmes religieux musulmans (Fogué, 2017). La supériorité numérique des Kirdi (2 sur 3) parmi les animateurs des programmes en français pourrait se justifier par le désintérêt des musulmans pour la langue française. Ce désintérêt, qui procédait de leur aversion pour l'éducation du « blanc », s'illustre, notamment par l'utilisation du fulfulde comme langue de communication et de travail même dans les services administratifs. À cela, s'ajoute le fait que les musulmans du Nord-Cameroun ont un lien sentimentalo-spirituel avec le fulfulde qui participe de l'identité et de la culture islamique dans cette région.

Force est donc de constater qu'au moment de l'émergence des pionniers locaux de l'animation radiophonique au Nord-Cameroun, l'espace social de cette région était marqué par une influence musulmane qui, trouvant son essence dans le Jihad du XIX^{ème} siècle, avait été favorisée et entretenue par les colons avant de connaître une « légitimité étatique » sous le régime du Président Ahidjo. Cet environnement a été favorable au choix des musulmans. Toutefois, en ce qui concerne l'administration coloniale française, sa contribution au renforcement de l'hégémonie musulmane au niveau local n'était pas empreinte d'islamophilie. Autrement dit, l'idée n'était pas de promouvoir l'Islam ou encore les intérêts musulmans. Bien au contraire ! Pour les Français, il était question, à un moment donné, de se rapprocher des musulmans pour mieux les contrôler et donc contenir l'Islam afin de satisfaire des intérêts stratégiques en relation avec leur politique coloniale et néocoloniale.

Ainsi, le recrutement des premiers animateurs radiophoniques natifs du Nord-Cameroun s'est opéré dans un environnement sociopolitique travaillé par la mise en œuvre des politiques (néo) colonialisme français et la position hégémonique des musulmans. La conjugaison de ces deux paramètres contextuels permet de comprendre pourquoi tous étaient issus du groupe des Islamo-peul. Elle fournit également des indications sur le statut des animateurs de la première heure dans l'espace social du Nord-Cameroun.

Statut et rôle des pionniers locaux des médias dans l'espace social Nord-Camerounais

L'étude des acteurs de l'histoire recommande leur insertion dans leur espace de vie. Car l'acteur de l'histoire est aussi et avant tout un agent social. Il est le fruit d'une communauté dont il contribue à déterminer l'évolution à travers ses

actions. L'étude de vie, sous son approche biographique, est donc « un élément de compréhension d'une période [...] bien plus qu'une recherche intrinsèque sur un individu ayant pour objectif de dire qui il était. Le sujet est alors étudié pour servir à une connaissance qui dépasse largement sa propre personne » (Bayon 2006 :16). Pour ainsi dire, la mémoire collective ne se construit pas seulement autour des événements. Elle peut également s'élaborer en s'adossant sur les individualités/personnages communément appelés «acteurs de l'histoire». Ces derniers sont donc des miroirs à travers lesquels il est possible d'étudier une communauté. C'est la raison pour laquelle cette réflexion se propose d'inscrire les pionniers locaux de l'activité radiophonique au Nord-Cameroun dans leur socle sociétal. L'objectif est de saisir les développements inhérents à leur émergence dans l'espace social nord-camerounais, notamment du point de vue de ses mutations, qui dans ce cadre précis, sont consubstantielles à la colonisation à travers l'avènement des médias. Ces développements découlent de la position/statut social des acteurs ainsi que de leur rôle dans l'espace social.

De la position sociale des pionniers de l'animation radiophonique dans l'espace social nord-camerounais en recomposition

Le concept de position sociale désigne à la place occupée par une personne au sein de la société. En plus des différentes formes de capital (culturel, économique, social et symbolique) mobilisées par cette personne à travers ses origines, sa trajectoire, son processus de socialisation et donc son *habitus*, la position sociale est aussi déterminée par les relations que ladite personne entretient avec les autres agents de l'espace social. Ainsi, la position sociale est « l'objet de perception et d'appréciation qui dépendent et de la trajectoire passée (donc d' l'*habitus*) et des cadres de référence possible, c'est-à-dire, concrètement, des groupes qui fournissent les repères concrets de la position et des déplacements dans l'espace » (Bourdieu, 1984a : 14). Elle renvoie à l'idée de statut et de classes sociales qui n'existent pas en soi mais sont un construit, une production qui repose sur un système de relations réglementé par la politique (Bourdieu 1984b ; Lenoir 2004). Ces classes ont pour cadre d'expression et de représentation l'espace social qui est le lieu par excellence de la dynamique des interactions et des mutations sociales. Cet espace n'est pas homogène. Il est un macrocosme constitué de différents champs entendus comme des sous-espaces sociaux, des microcosmes sociaux relativement autonomes et à l'intérieur desquels se construisent des classes sociales envisagées ici, non pas dans leur conception substantialiste –marxiste- mais plutôt dans une approche structuraliste tel que le

préconise Pierre Bourdieu.¹⁴ Le Nord-Cameroun est ainsi considéré comme un espace social au sein duquel s'élaborent des interactions entre catégories socioculturelles à travers un diptyque relationnel mettant en scène les Kirdi et les Islamo-peul d'une part ; les populations locales et l'administration coloniale d'autre part. Ce diptyque relationnel découle de la spécificité de l'espace social nord-camerounais qui, à un moment de son évolution, a laissé transparaître deux composantes : une composante traditionnelle structurée autour des valeurs culturelles islamopeules et une autre occidentalisée de type moderne relative à la présence des colons. Cette structuration sociale à double variable a contribué à complexifier la position sociale des pionniers locaux de la radiodiffusion au Nord-Cameroun, en leur conférant un double statut social à travers des processus paradoxaux.

En effet, les premiers animateurs radiophoniques originaires du Nord-Cameroun étaient issus de l'espace traditionnel qui leur a fourni le capital nécessaire pour un positionnement dans l'espace moderne à travers leur recrutement comme animateur de radio. Ce capital était essentiellement culturel compte tenu de la nature des ressources qui ont permis leur recrutement. Il s'agissait en effet de ressources culturelles relatives à leur appartenance à la communauté Islamopeule. Ahmadou Abdou, Adam Alhadji et Haoua Siddiki étaient tous musulmans, tout comme Adjoumi Aissatou. L'appartenance à la religion musulmane et la maîtrise des langues des groupes islamopeuls (fulfulde, haoussa et arabe-choa) étaient les principaux critères de sélection.¹⁵ Au moment de son recrutement comme temporaire en 1963 Adam Alhadji a passé un test de langue au cours duquel l'évaluation était faite par Ahmadou Abdou qui était alors le responsable des programmes en langues nationale.¹⁶ Toutefois, plus que la langue, la religion est apparue comme le principal critère de sélection des animateurs locaux. Pour preuve, bien que les Kirdi adoptassent le fulfulde qui est devenue la *lingua franca* au Nord-Cameroun, force est de constater qu'aucun Kirdi ne figurait parmi les pionniers de l'animation radiophonique au Nord-Cameroun. Cela n'a rien de surprenant quand on tient compte des raisons qui ont motivé la création de Radio-Garoua ainsi que du contexte dans lequel cette création est intervenue.

¹⁴ Partant du principe que la classe n'existe pas en soi, Bourdieu opte pour une théorie constructiviste qui conçoit les classes comme un construit au sein d'une structure comprise comme une totalité hiérarchisée (Lenoir, 2004 :386)

¹⁵ Ahmadou Abdou, entretien du 25 septembre 2008 à Garoua.

¹⁶ Adam Alhadji, entretien du 24 septembre 2008 à Garoua.

La création de Radio-Garoua a fait apparaître un nouveau champ –celui de l'activité médiatique- et les premiers animateurs radiophoniques locaux du Nord-Cameroun se trouvaient désormais à l'intersection des espaces sociaux traditionnel et moderne. Fort de leur capital culturel acquis à travers leur socialisation dans l'espace traditionnel, ils ont pu obtenir une position au niveau de l'espace social moderne devenant ainsi des agents sociaux intermédiaires. Si ce statut d'agents intermédiaires avait une portée appréciative dans leur espace social originel, il eut, en revanche, une valeur dépréciative dans l'espace social moderne.

Plus concrètement, le recrutement de ces animateurs a redéfini leur position sociale au niveau de l'espace traditionnel. Ici, leur statut « d'évolués », travaillant avec le « blanc » était un facteur de valorisation de leur image au sein de leur famille et de leur communauté où leur capacité de cristallisation s'est développée au regard du « confort financier »¹⁷ émanant du salaire qu'ils percevaient désormais. Ahmadou Abdou et Adam Alhadji étaient par exemple devenus les principaux soutiens financiers des membres de leur famille. Ils bénéficiaient ainsi d'une promotion sociale qui leur permettait d'appartenir à une « nouvelle élite modernisée » au sein de la société traditionnelle.

Par ailleurs et pour ce qui est spécifiquement des femmes, leur insertion dans l'espace social moderne donna lieu à une forme de révolution. Elle constituait un facteur d'émancipation féminine au sein de la société traditionnelle musulmane qui ne permettait pas à la femme d'intervenir au niveau de l'espace public. Le champ d'intervention de la femme musulmane se limitait à l'espace privé représenté par le *sarhé* (concession familiale en fulfulde). Avec l'avènement de la radio et l'implication des femmes comme Adjoumi Aissatou et Haoua Siddiki dans son fonctionnement et l'animation des programmes radiophoniques, cette vision traditionnelle de la place de la femme fut progressivement modifiée avec l'assentiment de certains hommes « évolués », qui ayant été formés à l'école occidentale, avaient des conceptions plus modernes du rôle de la femme. Ce fut le cas du mari de Haoua Siddiki –le dénommé Adamou Djingui- qui négocia lui-même le recrutement de son épouse à Radio-Garoua¹⁸.

A contrario, dans l'espace social moderne, ces animateurs avaient un statut de subalterne au niveau du champ médiatique. Ils étaient des subordonnés de l'administration coloniale et appartenaient ainsi à la catégorie des « agents coloniaux subalternes » (Bouvier, 2018). Après le départ des Français, leur

¹⁷ Au début des années 1970, un animateur percevait entre 20 et 80 dollars en fonction de l'ancienneté (Tremblay 1974 :582).

¹⁸ Entretien avec Haoua Siddiki, 25 septembre 2008 à Garoua.

subalternité coloniale a été transformée en subalternité administrative¹⁹. Ainsi, bien qu'étant réciproquement tributaire l'un de l'autre en ce qui concerne la position sociale des pionniers de l'animation radiophonique au Nord-Cameroun, les espaces traditionnel et moderne ont différemment impacté la production de la classe des animateurs en langues locales. S'il est admis que le caractère nouveau de leur activité et leur collaboration avec les « blancs » sont des éléments justificatifs de la promotion de ces animateurs dont la médiatisation en avait fait des stars au niveau de l'espace traditionnel, il est intéressant de questionner les facteurs de leur subalternité dans l'espace moderne.

Des facteurs de la subalternité des premiers animateurs radios locaux au Nord-Cameroun

La subalternité des nouveaux agents médiatiques que représentaient les animateurs en langues locales ne s'est pas limitée à la période française à Radio-Garoua (1958-1964). Elle s'est poursuivie après le départ des Français et procédait de trois variables à savoir : le caractère assimilationniste de la politique coloniale française, la langue et le manque de qualification.

En effet, la politique coloniale française avait une essence assimilationniste nourrie au précepte de la « Mission civilisatrice » qui renvoie aux « présupposés éthiques » ayant servi de justification à l'expansion coloniale de la France (Røge et Leclair, 2012 :117). Dans ce dispositif idéologique, les natifs étaient relégués au rang « d'indigènes », de « sujets » qui pouvaient par la suite accéder au statut « d'évolués » après un processus de socialisation dans l'espace occidentalisé. Ce processus, qui passait par l'éducation occidentale, n'était cependant pas suffisant pour accéder à la « classe de l'élite », du moins dans ledit espace. Les premiers animateurs radiophoniques appartenaient à la classe sociale des évolués pour avoir été à l'école occidentale, bien que certains comme Adam Alhadji n'aient pas pu obtenir leur certificat de fin d'études. En sachant que le colon français considérait la radio comme un outil d'administration, l'aptitude des premiers animateurs à lire, à écrire et à parler français leur servait tout simplement à communiquer avec les administrateurs dont ils étaient devenus les collaborateurs. C'est ainsi qu'en dépit de leur parcours scolaire et de leur connaissance de la langue française, ces animateurs locaux ont été assujettis aux programmes en

¹⁹ D'un point de vue administratif, les subalternes n'ont aucun pouvoir d'initiative et de décision et leur latitude d'action se limite à un cadre défini par leurs supérieurs qui définissent « les règles de conduite stables, auxquelles ils peuvent se fier, sur lesquelles ils doivent pouvoir compter pour adapter leur propre comportement à celui de leur patron » (Monnier et Thuillier 2002 :572-573)

langues locales. Cet assujettissement linguistique participait de leur subalternisation.

Sur un plan linguistique, les langues locales avaient un statut de subalterne et ceux qui les utilisaient ne pouvaient qu'être perçus comme tel. Les langues locales ici représentées par le fulfulde, l'haoussa et l'arabe choa appartiennent à ce que Dalie Giroux (2017) appelle le « régime linguistique subalterne », en situation coloniale où le langage a joué un rôle clé dans « le processus de capture matérielle et symbolique [de] l'espace-vécu » (p.1). Les pratiques coloniales assimilationnistes de la France ont contribué à reléguer ces langues au second plan au profit du français. Leur exclusion de l'enseignement notamment, « les a réduites aux rôles subalternes de communication quotidienne et locale. Non enseignées [...], ces langues demeurent inférieures au français, dans l'esprit du colonisateur » (Semujanga, 2004 :14). L'introduction de ces langues dans les programmes de Radio-Garoua ne participait pas d'une volonté de les promouvoir. Au contraire, elle découlait d'une contrainte relative au faible taux de scolarisation qui caractérisait le Nord-Cameroun où les populations musulmanes étaient majoritairement réfractaires à l'éducation de type occidental. Le français n'étant pas accessible à l'auditoire cible de Radio-Garoua, les colons n'avaient d'autre choix que de recourir aux langues utilisées localement. D'où le recrutement des animateurs locaux qui n'avaient suivi aucune formation dans les métiers de la radio.

Le manque de qualification dans la pratique de l'animation radiophonique constitue le dernier facteur de subalternisation des premiers animateurs originaires du Nord-Cameroun. Une subalternité qui s'est poursuivie après le départ des Français de la direction de Radio-Garoua en 1964, du fait justement de cette absence de qualification qui faisaient d'eux des cadets professionnels. Bien que ces pionniers aient été formés à l'école occidentale, il demeure qu'ils n'étaient pas formés pour le métier pour lequel ils avaient été recrutés au niveau de la radio. Aucun d'eux ne se prévalait d'une formation préalable. En se basant sur une enquête effectuée à Radio-Garoua en 1971, Gaétan Tremblay, analysant la contribution de cette radio à l'éducation des populations du Nord-Cameroun, indique ce qui suit : « De façon générale, les animateurs de Radio-Garoua manquent de formation professionnelle pour assurer une éducation populaire efficace. Cette lacune est encore accentuée, pour les animateurs en langues vernaculaires, par leur faible niveau d'instruction générale » (Tremblay, 1974 :584). Initialement recruté comme secrétaire, Ahmadou Abdou n'avait pas suivi une formation de secrétaire et encore moins d'animateur radio. Adam Alhadji n'a

eu pour formation que les 15 minutes d'enregistrement qu'il avait effectué lors de la phase de sélection. Et Haoua Siddiki, recrutée en qualité de standardiste, a « appris le métier [de l'animation] en travaillant ». Bref les premières recrues locales de Radio-Garoua étaient donc des personnes inexpérimentées. Cela se justifiait au regard de la nouveauté que constituait la radio ainsi que de l'absence d'un cadre institutionnel pouvant assurer leur formation. C'est en effet en 1970 -c'est-à-dire 12 ans après la création de Radio-Garoua- que l'École Supérieure d'Information et de Journalisme de Yaoundé (ESIJY) a été créée pour assurer la formation des professionnels des médias au Cameroun²⁰. Si cette justification peut être valable pour Ahmadou Abdou et Adam Alhadji, elle l'est moins pour Haoua Siddiki qui a été recrutée en 1979 c'est-à-dire 9 ans après la création de l'ESIJY. En d'autres termes, elle aurait pu être formée avant son recrutement. À défaut de cela, la radio aurait pu recruter une personne ayant déjà été formée. Ce qui ne fut pas le cas car son recrutement relevait du népotisme.

Bien plus, parmi toutes les personnes ayant travaillé à Radio-Garoua pendant les dix premières années de son existence, deux seulement avaient suivi une formation dans une école spécialisée. Il s'agit du Togolais Bill Katalia -qui officiait comme technicien et qui avait été formé dans le studio-école de Maisons-Laffitte avant d'être affecté à Radio-Garoua par la SORAFOM²¹- et de Bello Malgana, le directeur de la Radio qui avait été envoyé suivre un stage²² dans les studios de l'OCORA²³ après sa nomination en 1964. Dans l'optique de combler ce déficit de formation, ces animateurs locaux ont quelquefois participé à des stages sur le plan local. Ce fut le cas de Haoua Siddiki et d'Adam Alhadji

²⁰ Les enquêtes effectuées dans le cadre de cette analyse ont permis de constater que les personnels de Radio-Garoua n'ont pratiquement pas bénéficié de la formation offerte par l'ESIJY pendant les 10 premières années de son existence. Ce n'est qu'au cours des années 1980 que des produits de cette école devenue par la suite ESSTI ont été envoyés à Radio-Garoua. Il s'agit entre autres de Jean Pierre Belobo, André Nguivoum, Blaise Mintamack et Zacharie Ngniman. Les personnes originaires du Nord-Cameroun étaient sous représentées au niveau de cette école de formation pour des raisons relatives à la sous-scolarisation des populations de cette région qui étaient hostiles à l'école occidentale

²¹ Société de Radiodiffusion de la France d'Outre-Mer créée entre 1955 et 1956. Placée sous la tutelle du Ministère de la France d'Outre-Mer, elle constituait l'instrument médiatique du soft power et de l'influence française en Afrique.

²² Ahmadou Abdou a fait part de sa frustration suite à la sélection de Bello Malgana pour ce stage, car il estimait que son ancienneté et son expérience en tant que responsable des programmes en langues locales lui donnaient plus de légitimité d'autant plus que Malgana n'avait jamais exercé comme animateur.

²³ Office de Coopération Radiophonique créé en 1962 pour remplacer la SORAFOM mais avec des missions similaires : procéder au maillage de l'espace médiatique africain afin de mieux le contrôler.

respectivement en 1986 et 1991. D'autres, à l'instar d'Ahmadou Abdou n'ont suivi aucune formation jusqu'à la fin de leur carrière.

Conclusion

En définitive, à travers les biographies sur lesquelles elle s'adosse, l'analyse a permis de constater que la première génération d'acteurs médiatiques originaires du Nord-Cameroun était constituée d'hommes et de femmes liés par certaines similitudes bien que leurs trajectoires professionnelles ne fussent pas semblables. Ils étaient pour l'essentiel des animateurs en langues locales et avaient l'Islam en commun dans un environnement sociétal pourtant majoritairement non-musulman. Ces pionniers locaux de l'animation radiophonique constituaient une nouvelle catégorie socioprofessionnelle apparue consécutivement à l'inauguration du champ médiatique nord-camerounais à travers la création de Radio-Garoua par les Français. Dans un contexte socioculturel partagé entre tradition et modernité, ils constituaient une classe intermédiaire dans un espace social recomposé et complexifié du fait de la colonisation et de l'introduction d'outils modernes tels que les médias. Cette position intermédiaire impacta différemment leur statut social au sein des espaces traditionnel et moderne qui se trouvaient ainsi enchevêtrés. Ils étaient valorisés dans le premier et subalternisés dans le second. L'espace traditionnel produisit le capital culturel qui permit leur mobilité dans l'espace moderne, qui a son tour les dota d'un capital social et économique qui rendit possible leur valorisation au sein de leur communauté. Toutefois, la subalternité qui les caractérisa au niveau de l'espace moderne n'empêcha pas qu'ils remplirent les missions qui leur étaient assignées par l'administration coloniale et par le régime Ahidjo.

Bibliographie

- Abwa, D., 1993, *André-Marie Mbida : premier Premier Ministre camerounais (1917-1980). Autopsie d'une carrière politique*, Paris, L'Harmattan.
- _____, 1994, « Commandement indigène et Commandement européen au Nord-Cameroun de 1916 à 1960 », thèse de doctorat d'État, Université de Yaoundé I.
- _____, 2000, *Commissaires et Hauts commissaires de la France au Cameroun : ces hommes qui ont façonné politiquement le Cameroun (1916-1960)*, Yaoundé, Presses universitaires de Yaoundé.
- _____, 2001, *Sadou Daoudou Parle*, Yaoundé, Presses de l'Université Catholique d'Afrique Centrale.

- Arambasin, N., 2001, « Le savoir sur la peinture à l'épreuve des récits biographiques contemporains : vers une critique postmoderne de l'histoire de l'art », in D. Minary (ed), *Savoirs et littérature*, vol.2, pp. 109-136.
- Bah, T. M., 1993, « Le facteur peul et les relations inter-ethniques dans l'Adamaoua au XXe siècle », in J. Boutrais, (ed.), *Peuples et cultures de l'Adamaoua (Cameroun)*, Paris, ORSTOM , pp.31-49.
- Bah, T. (ed), 1999, *Les acteurs de l'histoire du Nord-Cameroun : XIXè et XXè siècles*, Ngaoundéré, Ngaoundéré Anthropos.
- Bah, T. M. et Taguem Fah, G. L., 1993, «Les Élités musulmanes et le politique au Cameroun sous administration française 1945-1960», in J. Boutrais (ed.), *Peuples et Cultures de l'Adamaoua*, Paris/Ngaoundéré, ORSTOM/Ngaoundéré Anthropos, pp. 103-133.
- Bayon, N., 2006, *Eugène Spuller (1835-1896) : Itinéraire d'un républicain entre Gambetta et le ralliement*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion.
- Bourdieu, P., 1977, « Sur le pouvoir symbolique », *Annales*, vol.33, pp.405-411.
- _____, 1980, « Le capital social », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 31, pp. 2-3.
- _____, 1984a, « La représentation de la position sociale », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 52-53, pp. 14-15.
- _____, 1984b, « Espace social et genèse des classes », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol.52-53, pp.3-14.
- Bouvier, P., 2018, « « Agents coloniaux subalternes », *Socio-anthropologie* [En ligne], 37, URL : <http://journals.openedition.org/socio-anthropologie/3240> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/socio-anthropologie.3240>, consulté le 20 avril 2020.
- Burnham, P., 1991, «L'ethnie, la religion et l'État : le rôle des Peul dans la vie politique et social du Nord – Cameroun », *Journal des Africanistes*, n° 61, pp. 73 – 102.
- Canut, C. « 'À bas la francophonie !' De la "mission civilisatrice" du français en Afrique à sa mise en discours postcoloniale», *Langue Française*, n°. 167, *Le français au contact des langues : histoire, sociolinguistique, didactique*, pp. 141-158.
- Coppolani, A. et Rousseau F., 2007, *La biographie en histoire : jeux et enjeux d'écriture*, Paris, Michel Houdiard.
- Dubar, C., Nicourd, S., 2017, *Les biographies en sociologie*, Paris, La Découverte.

- Fogué Kuaté, F. A., 2016, « Médias, Soft Power et néocolonialisme français en Afrique subsaharienne », in A. E. Ebongue, D. Nbena et E. Mokwe, *Médias français et fibre patriotique : La cible africaine*, Muenchen, Lincom GmbH, pp.301-326.
- _____, 2017, « Médias et coexistence entre musulmans et chrétiens au Nord-Cameroun: de la période coloniale française au début du XXIème siècle », Thèse de doctorat PhD, Université de Utrecht (Pays Bas).
- Fogué Kuaté, F. A. et Djouldé Amina, C., 2013, « Analyse historique de la presse satirique francophone au Cameroun de la période coloniale au début du XXème siècle ». *Ridiculosa, : La presse satirique dans le monde*, hors-série édité par Jean-Claude Gardes, et Angelica Schober, Brest, HCTI/EIRIS, pp.407-429.
- Giroux, D., 2017, « Les langues de la colonisation : quelques éléments de la réflexion sur le régime linguistique subalterne en Amérique du Nord », *Trahir* [En ligne] <https://trahir.files.wordpress.com/2017/07/trahir-giroux-langages.pdf> , consulté le 25 avril 2020.
- Haafkens, J., 1995, « The Direction of Christian-Muslim relations in Sub-Saharan Africa », in Y. Yazbeck Haddad et W. Zaidan Haddad, (eds), *Christian-Muslim encounters*, Gainesville, University Press of Florida.
- Lenoir, R., 2004, « Espace social et classes sociales chez Pierre Bourdieu », *Sociétés et Représentations*, vol.1, n°14, pp.385-396.
- Monnier, F. et Thuillier G., 2002, « La technique de commandement dans l'administration », *La Revue administrative*, No. 330, pp. 566-580.
- Nizéseté B.D. et Taguem Fah G.L., 2010, « Thématiques de recherche autour de quelques acteurs de l'histoire contemporaine du Nord-Cameroun », *African Humanities*, vol.1, pp.11-57.
- Pernille, R. et Leclair M., 2012, « L'économie politique en France et les origines intellectuelles de 'la Mission civilisatrice' en Afrique », *Dix-huitième siècle*, vol.1, n°44, pp.117-130.
- Perousse de Montilos, M-A., 2013, « Le Nigéria à l'épreuve de l'islamisme », *Politique étrangère*, n°03, pp. 53-63.
- Schilder, K., 1991, « Etat et islamisation au Nord-Cameroun (1960-1982) », *Politique africaine*, n°41, pp.144-148.
- Semujanga, J., 2004, « Panorama des littératures francophones », in Christine Ndiaye (ed.), *Introduction aux littératures francophones*, Montréal, Presses Universitaires de Montréal, pp.9-61.

- Socpa, A., 1999, « L'hégémonie ethnique cyclique au nord Cameroun », *Afrique et Développement*, vol. XXIV, N° 1-2, p.68. pp.57-81.
- Soleil-Frère, M., 2005, « Médias en mutation : De l'émancipation aux nouvelles contraintes », *Politique Africaine*, vol.1, n°97, pp. 5-17.
- _____2016, *Journalismes d'Afrique*, Louvain-La-Neuve, De Boeck Supérieur.
- Taguem Fah, G. L., 1996, « Les élites musulmanes et la politique au Nord-Cameroun de la période française à nos jours », thèse de Doctorat 3ème cycle, Université de Yaoundé I.
- Thompson, E., 1991, *The Making of the English Working Class*, Penguin Adult.
- Tremblay, G., 1974, « Radio et éducation au Cameroun : le cas de Radio-Garoua », *Revue Canadienne des Études Africaines*, vol.8, N°3, pp.575-587.